

Parler ou pas avec les djihadistes, le dilemme sahélien

dimanche 30 janvier 2022, par [MEDNICK Sam](#) (Date de rédaction antérieure : 28 janvier 2022).

Parler avec ceux-là même qui causent le terrorisme ? Au Burkina Faso et au Mali, rapporte *The New Humanitarian*, certaines communautés locales ont tenté cette approche afin d'alléger le fardeau de l'insécurité qui obère leur vie. Mais ces initiatives, outre qu'elles sont mal vues des autorités, ne sont pas sans contrepartie.

Les deux groupes parlementent comme le font souvent les Burkinabés : assis à l'ombre d'un arbre, ils échangent des assiettes de viande de chèvre, des yaourts et le traditionnel thé. Mais ce n'était pas une réunion ordinaire de médiation : d'un côté, il y a des combattants lourdement armés liés à Al-Qaida qui font la guerre au Burkina Faso ; de l'autre, des civils non armés, premières victimes des djihadistes.

"Nous pensons qu'il est important de parler [aux djihadistes] afin de gérer [la crise] au niveau local et sauver le maximum de vies humaines", explique un responsable local de Nassoumbou, une commune [délimitation administrative] du nord du Burkina Faso qui a organisé cette réunion.

Ce que veulent les djihadistes

Ces dernières années, des milliers de personnes ont été tuées et plus de 1,4 million de personnes ont dû fuir la région en raison de la progression des groupes terroristes dans ce pays autrefois en paix. Un phénomène qui s'inscrit dans un contexte plus large d'expansion djihadiste au Sahel.

Alors que la violence s'intensifie et que le gouvernement perd patience (il n'a pas réussi à pérenniser le cessez-le-feu qu'il avait négocié avec les djihadistes avant les élections de fin 2021), certains dirigeants locaux ont pris une décision radicale : s'adresser directement aux djihadistes.

La réunion de Nassoumbou - à laquelle a participé Jafar Dicko, le principal chef djihadiste du Burkina Faso - est l'une des nombreuses discussions qui ont lieu dans tout le pays à l'échelle locale depuis la mi-2020. D'après certains dirigeants locaux, ces discussions sont organisées afin de comprendre ce que veulent les djihadistes, ce qu'il faut faire pour arrêter les massacres et s'ils sont prêts à laisser les personnes déplacées rentrer chez elles.

Des efforts de conciliation similaires sont également en cours au Mali voisin, où les communautés locales sont elles aussi lassées de l'incapacité de leur gouvernement et de ses partenaires étrangers à vaincre militairement les djihadistes.

Les discussions au Burkina Faso - qui se tiennent souvent sous des arbres ou des étals vides dans les marchés - portent leurs fruits. À Nassoumbou, Dicko a autorisé les habitants à retourner dans certains villages de la commune, tandis que les djihadistes ont levé certains barrages routiers, ce qui permet de circuler plus librement.

Cependant les civils négocient sous la pression, sans avoir grand-chose à offrir aux djihadistes. Ces

derniers leur accordent de petites concessions en matière de sécurité mais en contrepartie les populations locales doivent adopter des pratiques islamiques strictes.

“Ce n’est pas de bonne grâce, explique Koudbi Kaboré, historien et chercheur à l’université Joseph Ki-Zerbo, à Ouagadougou, la capitale. C’est parce que les populations n’ont pas vraiment le choix qu’elles acceptent de se conformer à ces accords.”

La crainte de représailles

Les civils impliqués dans ces négociations risquent leur vie. Certains craignent des représailles de la part du gouvernement, qui n’a pas validé officiellement ces pourparlers et pourrait accuser les responsables locaux d’être complices des djihadistes. L’absence de soutien de la part du gouvernement signifie également que ces pourparlers vont rester localisés, ce qui crée des poches de stabilité temporaires tandis que la violence continue de faire rage dans d’autres villes et villages.

“Sans un renversement spectaculaire de l’équilibre des pouvoirs [à l’échelle nationale], la guerre risque d’être longue, insiste Alexandre Liebesking, directeur régional Afrique pour le Centre pour le dialogue humanitaire, qui travaille au Burkina Faso.

Le gouvernement du Burkina Faso se refuse à tout commentaire sur ces négociations à l’échelle nationale et locale avec les djihadistes. En octobre, le ministre de la Défense, Aimé Barthélémy Simporé, a reconnu que les opérations militaires ne suffiraient pas à vaincre les djihadistes, même s’il n’a pas appelé à négocier, sans doute conscient des éventuelles réticences des pays donateurs étrangers. D’autres hauts fonctionnaires ont déclaré que s’ils étaient prêts à réintégrer les djihadistes burkinabés qui avaient été endoctrinés et recrutés, ils refuseraient le dialogue avec les djihadistes étrangers.

La violence djihadiste a commencé à se propager au Burkina Faso en 2015, après avoir commencé au Mali. Les principaux groupes sont le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaida, et l’État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

Dans un contexte de violence croissante, le gouvernement a ouvert le dialogue avec certains djihadistes. L’année dernière, des membres des services de sécurité ont négocié une trêve avec les groupes armés du GSIM pour éviter des attentats au moment de l’élection présidentielle de novembre 2020.

Mais le cessez-le-feu avait été négocié en secret et n’avait jamais été appelé à durer, selon un travailleur humanitaire impliqué dans la médiation locale et un responsable militaire, qui n’ont pas été autorisés à parler aux médias. D’après ces sources, l’accord a été négocié pour quelques mois, puis prolongé, car les deux parties avaient estimé qu’une trêve dans les combats leur était favorable.

Selon Mamadou Drabo, un militant de la société civile, les négociations n’auraient pas dû prendre fin : *“Lorsque [le président] a signé un accord avec les terroristes pour les élections... il aurait dû continuer à négocier, soutient-il. Le président [Roch Marc Christian Kaboré] doit assumer la responsabilité de l’échec de sa politique et démissionner.”*

La violence s’est intensifiée depuis la rupture du cessez-le-feu électoral. Selon l’ONG spécialisée dans la collecte, l’analyse des données et la cartographie des conflits, 403 civils ont été tués entre mai et novembre 2021, contre 162 au cours des sept mois précédents.

Barbes pour les hommes, voiles pour les femmes

En l’absence d’une stratégie claire de la part du gouvernement, les dirigeants locaux, soucieux

d'aider leurs communautés, ont essayé de changer la dynamique eux-mêmes, en demandant aux groupes armés d'arrêter les tueries et de permettre aux gens de rentrer chez eux. Les négociations ont également été menées par des groupes de combattants volontaires – des civils recrutés par le gouvernement central depuis l'année dernière pour combattre aux côtés de son armée, débordée et sous-équipée.

Les tractations ont eu lieu dans trois des régions les plus durement touchées du pays : le Nord, l'Est et le Sahel. Il a fallu des mois pour organiser ces rencontres, les djihadistes changeant de lieu à la dernière minute, de peur d'être découverts par l'armée.

La sécurité s'est améliorée dans certains endroits grâce à ces rencontres, explique un responsable local d'un village du nord du pays, proche de la frontière avec le Mali, où plusieurs entrevues ont eu lieu avec les groupes armés terroristes à partir de la mi-2020.

La commune – que le dirigeant a demandé à ne pas nommer – avait été durement touchée par la violence, les villages étaient passés sous le contrôle des djihadistes à partir de 2019. Des élus locaux avaient été tués et les gens avaient fui vers la ville principale de la commune, plus protégée.

La première de cette série de rencontres a réuni 12 civils des autorités locales et 15 djihadistes vêtus de noir et portant en bandoulière des ceintures de munitions – une scène qui donnait l'impression d'*“être dans un film”*, raconte l'un des civils.

Au cours des pourparlers, un accord a été conclu, permettant aux agriculteurs de retourner cultiver leurs champs. D'autres réunions ont également eu lieu au cours des mois suivants, afin d'obtenir un cessez-le-feu plus long que ce que celui que le gouvernement avait obtenu pendant les élections.

“Nos conversations avec eux sont devenues plus poussées [et] ils se sont montrés plus à l'écoute et plus indulgents, raconte le responsable local. Les conversations portaient sur le conflit, pas sur des choses personnelles. Ils s'assuraient qu'il n'y aurait pas de violence entre nous.”

D'après d'autres dirigeants locaux, les groupes armés islamistes ont modifié leur comportement, de manière certes modeste mais appréciable, depuis les échanges : ils harcèlent moins les habitants aux points de contrôle et laissent leurs armes à l'extérieur des villes et des mosquées lorsqu'ils y pénètrent.

Pourtant, malgré ces progrès, les responsables locaux avouent accepter ces conditions sans nécessairement les apprécier. Conscients que les djihadistes sont plus forts que l'armée et que l'État ne leur apportera aucun soutien, ils n'ont pas vraiment le choix.

Lors des discussions, les responsables ont accepté de se conformer à la charia, ce qui signifie que les hommes doivent porter des robes et se laisser pousser la barbe, tandis que les femmes doivent porter le voile, entre autres.

À Nassoumbou, les villageois ont pu retourner dans certains villages de la commune mais pas dans sa grande ville principale, où les islamistes accusent les habitants de fournir des combattants pour les milices bénévoles antidjihadistes.

“Nous n'avons pas obtenu tout ce que nous demandions, explique le dirigeant local de Nassoumbou, mais au moins, “après avoir parlé avec eux, nous avons pu comprendre qu'ils n'allaient pas nous tuer.”

Des médiations bancales

L'accord passé dans la province frontalière avec le Mali a été difficile à tenir. Les djihadistes ont expulsé plusieurs habitants de leurs villages l'année dernière tandis que plusieurs attaques ont encore eu lieu il y a quelques semaines pour des raisons encore difficiles à établir mais qui soulignent bien la fragilité de cet accord.

Sans soutien de l'État et sans plan national cohérent pour des négociations, ces efforts locaux ne sont qu'un pis-aller permettant de gagner du temps et de soulager temporairement les populations.

Les personnes les mieux placées pour mener à bien ces négociations sont les autorités religieuses et locales mais elles restent impuissantes sans le soutien du gouvernement, assure le responsable de Nassoumbou.

Selon ce responsable, et plusieurs autres, leur travail aurait plus d'impact si le gouvernement leur fournissait des spécialistes de la médiation, ainsi qu'un soutien financier et logistique et des garanties les mettant à l'abri d'accusations de complicité avec les djihadistes.

À cause de ce manque de soutien du gouvernement, les civils n'ont rien à offrir aux djihadistes qui seraient tentés de reprendre une vie normale, explique Constantin Gouvy, chercheur burkinabé qui travaille pour l'Institut Clingendael, basé aux Pays-Bas.

“Le gouvernement n'a aucune proposition concrète à offrir à ceux qui auraient envie de déposer les armes, dit-il. Comment faire revenir quelqu'un parti se battre ? Si vous n'avez rien à lui proposer de mieux, alors il va continuer à se battre.”

Mon voisin le djihadiste

Pour Gouvy, ces cessez-le-feu localisés risquent d'être utilisés de manière stratégique par les djihadistes et de leur permettre de se reposer et de se réapprovisionner. *“Si c'est le seul objectif des négociations - obtenir des cessez-le-feu temporaires -, alors dans deux mois ils vont recommencer à se battre”*, assure-t-il.

Dans l'éventualité où le gouvernement choisirait de poursuivre des négociations nationales à l'avenir - ou du moins de soutenir les dialogues locaux -, les responsables locaux pourraient lui apporter une aide précieuse parce qu'ils savent comment obtenir la confiance des djihadistes.

Dans la commune du nord frontalière avec le Mali, le responsable local raconte qu'au départ les habitants ne savaient pas très bien à qui s'adresser parce qu'ils pensaient que les groupes armés qui les attaquaient étaient des étrangers. *“Nous nous faisons des idées.”*

C'est seulement quand des jeunes ont commencé à disparaître et ont appelé leurs parents pour dire qu'ils étaient partis combattre que les habitants ont compris qu'ils connaissaient les djihadistes.

Avant les négociations, les autorités locales ont fait tout un travail préparatoire, elles ont réuni les habitants pour désigner leurs émissaires et rédiger ce qu'il fallait dire. Les négociations se passaient généralement mieux quand des amis et des proches des djihadistes étaient présents ; quand les participants s'attaquaient à un seul problème au lieu de vouloir aborder tous les sujets ; et quand un ordre du jour précis était communiqué aux djihadistes à l'avance.

Pourtant les responsables locaux regrettent d'avoir eu à improviser sans aucune formation et reprochent au gouvernement d'avoir profité de leur expérience sur le terrain pour négocier le cessez-le-feu au moment des élections en fin d'année.

“C'est inutile de négocier pour seulement quelques mois, parce qu'après ça les gens recommencent

à *s'entre-tuer*", souligne le responsable de la commune du nord en référence au cessez-le-feu électoral. *"La négociation doit mettre un terme à la crise."*

Même si les conditions imposées aux habitants sont dures, ils ont au moins appris que Dicko, le chef des djihadistes, et ses combattants partageaient des *"valeurs comme l'hospitalité et le respect"*.

Selon lui, ces valeurs seraient encourageantes pour des négociations ultérieures. *"Jafar [Dicko] peut changer, dit-il. Si des gens doués pour la négociation arrivent à le convaincre, il peut changer."*

Kaboré, de l'université Joseph Ki-Zerbo, a rencontré plusieurs jeunes, recrutés de forces par les djihadistes ces dernières années, qui espèrent désormais que le gouvernement sera prêt à négocier avec eux.

Lors d'une conversation récente, un djihadiste lui a confié : *"Si le président dit qu'il nous a compris, nous pourrions parler. Mais s'il refuse les négociations, alors nous continuerons à tuer."*

[Lire l'article original](#)

Sam Mednick

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/mediation-parler-ou-pas-avec-les-djihadistes-le-dilemme-sahelien>